

Mali: "l'armée a très peu de chances face à Aqmi"

Propos recueillis par [Catherine Gouëset](#), publié le 06/04/2012 à 19:22



Le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA), l'une des composantes des rebelles touareg, a proclamé, ce vendredi, l'indépendance de l'Azawad".

AFP/MNLA

Le Mali est en pleine confusion après le putsch du 22 mars, et la chute du nord du pays aux mains de rebelles touareg, dont une partie est alliée à AQMI. Quel peut-être le rôle de la France? L'analyse de Pierre Conesa, ancien haut fonctionnaire du Ministère de la Défense.

Le Mali est désormais coupé en deux. Les [rebelles touareg du MNLA ont proclamé l'indépendance de l'Azawad](#), dans le nord, ce vendredi. Leurs anciens [partenaires islamistes d'Ansar Dine](#), alliés d'Aqmi, rejettent quant à eux l'indépendance et veulent [instaurer la charia dans tout le pays](#). La France a manifesté son inquiétude, mais semble écarter pour le moment, toute idée d'intervention. L'analyse de Pierre Conesa, ancien haut fonctionnaire du Ministère de la Défense.*

Il semble que la France n'interviendra pas militairement au Mali, contrairement à ses pratiques antérieures, pourquoi ?

On est en train de changer d'époque, et en effet, je ne crois pas qu'elle s'engagera militairement au Mali. Même dans le cadre de la campagne électorale, il ne devrait pas y avoir de surenchère. D'ailleurs ce type d'intervention n'a aucune légitimité stratégique. En outre, il

n'y a pas d'enjeu économique dans ces régions. Rares sont les entreprises prêtes à investir au vu du ratio bénéfices/risques.

Pour l'intervention en Côte d'Ivoire, au printemps dernier, il y a eu des mois de négociations, afin de faire avaliser l'opération par la communauté internationale. La France est encore engagée en Afghanistan, et les appels au retrait se font chaque jour plus pressants. L'opinion publique française est de plus en plus sourcilieuse sur ce type d'opérations. On voit bien qu'à chaque mort d'un soldat français en Afghanistan, on évoque la nécessité d'un retrait, comme si désormais les guerres devaient se faire sans victimes - occidentales en tout cas.

Il s'agit donc d'un tournant pour les interventions militaires occidentales?

Depuis la fin de la guerre du Golfe, les pays occidentaux avaient pris pour parti de déclencher une opération militaire à chaque fois qu'ils se trouvaient face à une crise. Et pour quel résultat ? Beaucoup de ces interventions sont dénuées de légitimité aux yeux d'une grande partie du monde. Aujourd'hui, les puissances émergentes n'en passent pas par des opérations militaires pour accroître leur influence dans le monde. La Chine est en train d'investir en Afrique, mais aussi en Afghanistan par exemple, sans avoir envoyé un seul soldat.

L'Afrique, depuis la fin de la guerre froide, n'est plus un enjeu stratégique. L'argument longtemps utilisé, "si ce n'est pas nous qui y allons, ce sera les Russes" est tombé en désuétude. Le virage occidental en Afrique remonte en fait au génocide du Rwanda en 1994. Les Américains, échaudés par leur fiasco en Somalie l'année précédente, ont refusé de s'engager militairement.

La France a pourtant une longue pratique d'interventions militaires en Afrique...



La région nord du Mali fait deux fois la superficie de la France Julien Valente/L'Express

Pour ce qui est des multiples interventions françaises dans un autre pays du Sahel, le Tchad, on observe que la France s'est employée à "résoudre la crise tchadienne" pendant 40 ans. Mais, selon moi, à chaque fois que l'on est intervenu, non seulement on n'a rien réglé, mais on a même alimenté la crise: en soutenant une minorité qui s'emparait du pouvoir en promettant la démocratie, puis qui se contentait de répartir les prébendes au sein du clan, jusqu'à ce que les autres clans en viennent à le renverser.

L'armée malienne peut-elle s'en sortir face à cette crise ?

L'armée nationale malienne est en pleine décomposition. Elle n'a même pas tenté de résister au moment de la prise de Gao et de Tombouctou. Elle a très peu de chances face à un mouvement comme Aqmi, très mobile et très riche dans un espace qui fait deux fois la superficie de la France. Il faut mettre en relief le fait que la somme exigée par Aqmi pour l'ensemble des otages, entre 90 et 100 millions de dollars, correspond à la moitié du budget malien de la défense. On peut d'une certaine façon dire que c'est nous qui finançons Aqmi.

Pierre Conesa, ancien haut fonctionnaire du Ministère de la Défense, est l'auteur de [*La fabrication de l'ennemi ou comment tuer avec sa conscience pour soi*](#), Robert Laffont, 2012.